



L'Eloge de la fuite... ou l'apologie du dialogue social en Aquitaine

M. STRUILLLOU,

N'ayant pu débattre avec vous le 20 juin 2014 en raison d'un sursaut de lucidité de notre Direccte quant à l'importance des instances représentatives, vous trouverez dans la présente lettre quelques éléments de contexte justifiant l'annulation de votre visite et ses conséquences pour les agents.

Dans son récent rapport d'expertise sur le projet « Ministère Fort », le cabinet Alternatives Ergonomiques avait souligné le « silence du projet » et encouragé le ministère à « se dote[r] d'une véritable conception du dialogue, c'est-à-dire ayant pour objectif d'entendre (et du même coup reconnaître) l'autre ». Un conseil dont devrait s'inspirer le ministère et M. LOPEZ, DIRECCTE D'Aquitaine.

Le roi s'amuse...

Afin de faire reconnaître son autorité sur son royaume, notre bien aimé DIRECCTE s'est lancé entre avril et mai, dans un tour régional des UT. Objectif : « répondre à [nos] interrogations sur la mise en œuvre du plan « Ministère Fort ». Vous ne voulez pas aller au « dialogue social » ? Et bien le « dialogue social » ira à vous ! Enfin surtout en apparence, car celui qui a déjà eu l'occasion d'apprécier les talents rhétoriques de M. LOPEZ découvre rapidement un nouveau concept : le monologue social !

Dans l'UT47, réunion fixée à 9h. Arrivée du DIRECCTE à 11h30. Début du spectacle à 11h35. Après une rapide présentation visant à répéter que la nouvelle organisation des services ne peut être que vertueuse, M. LOPEZ a très vite trouver son rythme de croisière dans la langue de bois, toujours déguisée par un ton faussement franc mais vraiment provocateur. Il se permet même de dénigrer les syndicats devant les agents. A chaque question, la réponse fuse... à côté. Et quand le DIRECCTE est pris en défaut, il s'énerve et botte carrément en touche ! N'allez surtout pas lui parler de diminution d'effectif. Puisqu'il vous dit que c'est un « re-dé-ploie-ment ! ». La surcharge de travail liée à la période transitoire ? « Les TPE sont contrôlées en moyenne tous les 34 ans, si ça passe à 36 ans, ça ne me pose pas de problèmes » (c'est quand même un peu dommage pour une réforme qui se vantait de rendre l'IT plus présente dans les TPE). Le sort des secrétariats ? Des services de renseignements ? L'articulation UCT/UCR ? La notion de « temps dédié » ? Le choix des UCR ? A toutes ces questions, un flot de paroles n'a pas manqué de suivre n'apportant aucune information aux agents en attente de nombreuses réponses. Seulement de la mauvaise foi. Par exemple, sur le nombre et la pertinence des UCR en Aquitaine, le DIRECCTE continue d'utiliser des arguments fumeux : « on est mauvais en amont des grands chantiers », « l'amiante c'est 200 000 morts »... il serait tellement plus crédible de reconnaître que le choix et le thème des UCR répond surtout à une logique de « reclassement » des DA du Pôle T dans la nouvelle organisation.

Grâce à ce « LOPEZ Tour », notre DIRECCTE pourra se vanter de son attachement au « dialogue social », d'avoir écouté les agents... Malheureusement s'il les a peut-être écoutés, il a toujours refusé de les entendre ! La seule certitude est qu'avec ces visites en UT, ce grand amateur de joutes verbales s'est bien amusé.

Et le Roi décide...

Le DIRECCTE entend mais n'écoute pas. Et c'est bien dommage pour lui, surtout quand les membres du CTR décident logiquement de soulever en instance les mêmes problèmes que ceux qu'avaient soulevés les agents lors de sa tournée en UT.

Le CTR est le lieu où s'exprime le mieux toute la considération que porte M. LOPEZ au dialogue social. Dialogue stérile, attaque des organisations syndicales... Ces réunions se transforment le plus souvent en jeu de rôle, dévoyant complètement l'objet de l'instance. Le dernier CTR du 13 juin 2014 en est le parfait exemple : transmission des arrêtés de redécoupage moins de 48h avant la réunion, absence de transmission des fiches de postes des agents en UCR et des RUCS, arrêtés de redécoupage tellement mal rédigés que douteux juridiquement... (la liste exhaustive des manquements de la direction nous a aimablement été détaillée par M. NAUDOU dans un mail à l'adresse de tous les agents).

Or, contre toute attente, la direction a tenu compte des observations des membres du CTR sur l'amateurisme et la précipitation de cette consultation en décidant de la reporter au 24 juillet 2014. Mais quelle mouche a piqué notre DIRECCTE ? Pourquoi, lui qui considère cette instance comme une vulgaire chambre d'enregistrement, s'est subitement rallié au constat que son projet régional était plus que bâclé ? Une subite prise de conscience que le mot dialogue impliquait le fait d'être au moins deux ?

Ou bien alors... existerait-il un lien avec la venue, prévue pour le 20 juin 2014, du DGT Yves Struillou pour la réunion de circonscription ?

Après la fuite à Varennes, un spectacle inachevé...

Domage collatéral de l'absence de consultation du CTR, votre venue a été purement et simplement annulée. Décidément, l'Aquitaine ne sied pas aux DGT !

Mais, après les différents appels syndicaux à vous réserver un accueil chaleureux, la consultation ratée du CTR serait-elle un prétexte pour éviter une nouvelle « fuite à Varennes » d'un DGT en Aquitaine ?

Nous n'osons l'imaginer ! Nous attribuerions plutôt l'annulation de la visite du DGT à l'engouement nouveau de notre DIRECCTE pour un dialogue social sincère, équilibré et respectueux des instances ! Nous ne pouvons que féliciter M. LOPEZ pour cet attachement au rôle des « partenaires sociaux ». Mais comme ce dernier aime si bien le rappeler, les organisations syndicales ne sont jamais contentes, alors nous l'encourageons maintenant à faire encore un petit effort pour donner plus de cohérence à son attachement au « dialogue social »... en suspendant la mise en œuvre du projet « Ministère Fort » !

Nous ne doutons pas que, en l'absence de consultation valable du CTR, M. LOPEZ mettra un point d'honneur à stopper les affectations des agents en section ou encore l'ouverture des postes de RUC à la CAP ! Le contraire serait un signe éclatant de mépris porté aux agents et aux instances représentatives. Mais n'en doutons pas, le DIRECCTE s'attachera à ce que les consultations légales ne soient pas vidées de leur contenu, dans le respect du dialogue social... avec la ferveur des nouveaux convertis !

ENCORE UN EFFORT M. LOPEZ, SUSPENDEZ VOTRE REFORME !

Quant à vous, M. STRUILLON, votre refus de débattre devant les agents d'Aquitaine se justifie-t-il par la crainte d'être confronté à la dure réalité que connaissent vos services ?

En tant que DGT, vous ne vous souciez donc pas de la manière dont vos agents vont vivre cette réforme et surtout la façon dont nos usagers vont être reçus, aidés, conseillés....

Pouvez-vous continuer à affirmer béatement que ce projet permettra un meilleur contrôle des TPE et une amélioration qualitative des actions de contrôle !

Vous, aussi, vous êtes donc touché par le même syndrome que notre Direccte, celui de la méthode Coué : « tout va bien se passer !!!! »

Mais tout ceci n'est qu'un leurre, une illusion,

Pour vous le faire comprendre, nous aurions aimé échanger avec vous mais non, vous avez préféré la fuite.

A chaque fois que la situation exigerait du courage et des réponses, notre Ministère renonce et met en œuvre la politique bien connue du : « Courage, Fuyons ! »

Nous continuerons donc d'exiger l'arrêt immédiat de la mise en place du Plan SAPIN. Avec les agents et en lien avec nos confédérations, fédérations et unions syndicales nous poursuivons notre combat pour la défense des revendications des collègues, de leurs statuts et conditions de travail, des missions, d'un Code du travail au service des travailleurs.